

PRÉFET DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DE L'INTERMINISTERIALITE  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
Bureau des procédures environnementales et foncières

installations classées pour la protection de l'environnement

**ARRÊTÉ N° 160. du 18 juillet 2018** portant mise en demeure  
Société MICHELIN, 16 rue Toutlemonde à Cholet,  
installations de fabrication de pneumatiques

**Le Préfet de Maine-et-Loire,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

**ARRETE**

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n° D3-2004-n°268 délivré le 30 mars 2004 à la société Michelin pour exploiter une usine de fabrication de pneumatiques sise 16 rue Toutlemonde sur le territoire de la commune de Cholet ;

**Vu** les article R543-17 et suivants relatifs à l'élimination des transformateurs contenant des huiles avec des polychlorobiphényles (PCB) ;

**Vu** le rapport de l'inspectrice de l'environnement spécialité installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 8 juin 2018 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement ;

**Vu** les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 19 juin 2018 ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 12 avril 2018, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté que la société MICHELIN n'a pas procédé à la mise en conformité de ses installations d'extinction automatique suite à la vérification

trentenaire ;

**Considérant** que l'exploitant n'a pas proposé de mesures compensatoires durant la période transitoire de mise en conformité de ces installations ;

**Considérant** que les installations d'extinction automatique couplées à la détection sont identifiées comme une mesure de maîtrise des risques dans l'étude des dangers remise par l'exploitant visant réduire les effets pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L511-1 du Code de l'environnement (incendie des bâtiments d'entreposage d'enveloppes pneumatiques) ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 12 avril 2018, l'inspectrice de l'environnement (spécialité installations classées) a également constaté que la société MICHELIN n'a pas procédé à l'élimination des trois transformateurs de 1970 contenant plus de 50ppm ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions de :

– l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 susvisé qui dispose que : « les systèmes d'extinction automatique dans l'ensemble des locaux industriels. La commande de ces installations d'extinction est assurée par un système de détection automatique. Le réseau sprinkler principal de l'établissement existant comprend au minimum :

- un réservoir aérien de 2700 m<sup>3</sup>, à l'ouest du site, alimentant une station de pompage de deux motopompes diesel de 675 m<sup>3</sup>/h chacune pour les installations existantes,
- un réservoir ancien de 600 m<sup>3</sup>, à l'est du site, alimentant une station de pompage de deux motopompes diesel de 675 m<sup>3</sup>/h chacune pour le nouveau magasin de stockage de pneumatiques,
- les deux installations précédentes seront bouclées et maillées d'ici fin 2004,
- en tant que de besoin, les deux réseaux sprinkler peuvent être alimentés par une source extérieure au site au moyen de quatre raccords de 100 mm susceptibles d'absorber environ 500 m<sup>3</sup>/h,
- les installations sprinkler susceptibles d'être soumises au gel sont protégées contre ce risque.

*Tous les matériels de sécurité et de secours (détection, moyens de lutte, équipements individuels...) sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont régulièrement entretenus et maintenus en bon état de fonctionnement. Ils font l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié. »*

*– l'article R543-17 et R543-21 du code de l'environnement qui stipulent qu' : « il est interdit de détenir des appareils dont le fluide contient des PCB :*

*– à partir du 1er janvier 2017 si l'appareil a été fabriqué avant le 1er janvier 1976 ».*

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure la société MICHELIN de respecter les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 et de l'article R543-21 du code de l'environnement susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement ;

**Sur** proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture de Maine et Loire ;

## **ARRÊTE**

**Article 1** - La société MICHELIN exploitant des installations de fabrication de pneumatiques, sise 16 rue Toutlemonde sur la commune de Cholet, est mise en demeure de respecter les dispositions les prescriptions de l'article de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 30 mars 2004 et de l'article R543-21 du code de l'environnement susvisé, susvisé à compter de la notification du présent arrêté :

1- dans un délai de 6 mois en procédant à la mise en conformité de son installation d'extinction automatique et en définissant dans la période transitoire des mesures compensatoires pour disposer des moyens de lutte contre l'incendie pouvant porter atteinte, de façon directe ou indirecte, aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement,

2- dans un délai d'un mois en procédant à l'élimination de l'ensemble des transformateurs contenant plus de 50ppm de PCB et en transmettant les justificatifs d'élimination.

**Article 2** - La société MICHELIN adresse à la préfecture les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées à l'article 1.1 sous 7 mois et 1.2 sous 1 mois.

**Article 3** - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles précédents ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites

pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement.

**Article 4** - Le présent arrêté sera notifié à la société MICHELIN. Une copie du présent arrêté sera affichée pendant un mois à la mairie de CHOLET et ensuite conservée dans les archives de la mairie. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire de CHOLET et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire, bureau des procédures environnementales et foncières.

Le présent arrêté est consultable à la préfecture, à la sous-préfecture de CHOLET et à la mairie de CHOLET.

Il sera publié sur le site Internet de la préfecture de Maine-et-Loire.

**Article 5** - Le Secrétaire Général de la Préfecture de Maine-et-Loire, le Sous-Préfet de CHOLET, le Maire de la commune de CHOLET, la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, le Directeur départemental de la sécurité publique sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le 08 JUL 2018

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Sous-Préfet de Cholet,  
Secrétaire Général par intérim,

Christian MICHALAK

**Délais et voies de recours :**

*Conformément à l'article L. 514-6 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nantes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :*

- *par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;*
- *par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.*